POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES

Stratégies & Trajectoires | Bilan de compétences et accompagnement professionnel

Version du 17 novembre 2026 • Document d'information à destination des bénéficiaires et visiteurs

1. Responsable du traitement

Stratégies & Trajectoires, 13 avenue Théodore de Banville, 03000 Moulins. Contact pour les questions relatives aux données personnelles et l'exercice des droits : ndoulain@strategies-trajectoires.fr ; tél. 06 88 19 78 78.

Le responsable du traitement est le Cabinet Sasu Doulain Stratégies N°Siret : 81827345000010

2. Données susceptibles d'être traitées

Selon la prestation et les échanges : identité et coordonnées ; informations nécessaires à l'inscription, au financement, à la facturation et au suivi administratif ; parcours, expériences, compétences, aspirations et éléments communiqués volontairement lors des entretiens ; résultats des outils d'évaluation et documents de travail ; correspondances et demandes ; données techniques de navigation si le site en collecte. Les informations sensibles ou sans rapport avec les objectifs du bilan ne doivent pas être sollicitées sans nécessité.

3. Finalités et fondements juridiques

Les données sont utilisées pour répondre aux demandes, organiser et réaliser le bilan de compétences, assurer le suivi convenu, gérer les obligations administratives et comptables, respecter les obligations légales applicables et sécuriser les systèmes. Les fondements varient selon le traitement : mesures précontractuelles et exécution du contrat ; obligation légale ; intérêt légitime (notamment sécurité et gestion des demandes, sous réserve de mise en balance) ; consentement lorsqu'il est requis, par exemple pour certains traceurs ou communications facultatives. Un consentement n'est pas demandé lorsqu'un autre fondement approprié s'applique.

4. Confidentialité propre au Bilan de compétences

Les échanges individuels, résultats détaillés et documents de travail sont traités de manière confidentielle. Le bénéficiaire est destinataire des résultats détaillés et du document de synthèse. La communication de ce document à un tiers, notamment à l'employeur, exige son accord dans les conditions prévues par le Code du travail. Les personnes intervenant dans le bilan, y compris une éventuelle sous-traitante, sont soumises à des obligations de confidentialité et d'accès limité aux seules données nécessaires.

5. Destinataires et sous-traitants

Les données sont accessibles uniquement aux personnes habilitées du cabinet et, selon les besoins, aux prestataires techniques ou intervenants contractuellement autorisés. Les organismes financeurs et autorités habilitées ne reçoivent que les informations pouvant légalement leur être communiquées. Les sous-traitants agissant pour le compte du cabinet sont encadrés par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD lorsque celui-ci s'applique.

6. Conservation et destruction

Les durées dépendent de la nature des pièces et des obligations applicables. Les documents élaborés pour la réalisation du bilan sont détruits dès le terme de l'action, sous réserve des exceptions prévues à l'article R.6313-7 du Code du travail, notamment certaines pièces conservées pendant trois ans dans les conditions légales. Les pièces comptables, contractuelles et justificatifs de financement suivent leurs propres délais légaux ou nécessaires à la défense des droits .

7. Droits des personnes

Dans les conditions prévues par le RGPD, chaque personne peut demander l'accès, la rectification, l'effacement, la limitation du traitement, la portabilité lorsque celle-ci s'applique, et s'opposer à certains traitements ; elle peut retirer son consentement lorsque le traitement repose sur celui-ci. Les demandes peuvent être adressées au contact indiqué au point 1. Une réponse est apportée en principe sous un mois, sous réserve des prolongations légales. Une réclamation peut être déposée auprès de la CNIL : www.cnil.fr.

8. Sécurité et incidents

Le cabinet applique des mesures proportionnées aux risques : accès individuels protégés, habilitations limitées, sauvegardes, protection des postes, transmission et stockage adaptés, vigilance lors du partage de documents et destruction sécurisée.

9. Site Internet, cookies et mises à jour

Lorsque le site utilise des cookies ou traceurs non strictement nécessaires, une information spécifique et, si nécessaire, un recueil préalable du consentement sont mis en place avec possibilité de refus et de retrait. Les outils réellement présents sur le site doivent être inventoriés. Cette politique est mise à jour en cas d'évolution des traitements, prestataires ou règles applicables.

Références : règlement (UE) 2016/679 (RGPD), loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, Code du travail (notamment articles L.6313-4 et R.6313-7).
